



# Parti Communiste

## Révolutionnaire de France



### Comité central du 26 juin 2017

**Rapport du camarade Maurice Cukierman, Secrétaire général du Parti Communiste Révolutionnaire de France**

Le texte a été enrichi par la discussion du CC. Il reprend des éléments du discours de Macron devant le Congrès à Versailles, ainsi que le discours de politique générale (discours qui ont eu lieu après le CC).

### **Élection de Macron : Une nouvelle étape de la domination politique du capital monopoliste**

Cher(e) s camarades

Nous sortons d'une période de vie politique intense, 7 mois de campagne électorale, faisant suite à la lutte contre la loi El Khomri au printemps 2016. Le résultat des différentes élections (présidentielles et législatives) souligne la profondeur de la crise que traverse le système politique du capitalisme dans notre pays.

Nous allons y revenir, mais gardons en tête que pratiquement tous les pays capitalistes de l'UE connaissent d'une manière plus ou moins profonde le même phénomène : défiance pour les partis qui jusque-là occupaient le cadre politique pour la bourgeoisie, et en particulier pour la social-démocratie qui aujourd'hui n'est plus simplement l'expression de l'aile réformiste du mouvement ouvrier (le parti ouvrier de la bourgeoisie), mais un élément clef du dispositif politique de la domination de la bourgeoisie, participant directement à l'élaboration des différents choix de sa politique. En témoigne le rôle que joue la SD dans l'UE au côté de la Démocratie-Chrétienne, mais aussi dans les clubs de réflexion, dans les Think-Tanks, le rôle qu'ont joué les Schroeder, Blair, Hollande dans chaque pays pour mettre en œuvre la politique du capital monopoliste ; il y aura toujours des bonnes âmes pour nous dire que ce n'est pas nouveau, que depuis 1914, c'est le rôle de la SD. Ce n'est pas faux, mais cela ne prend pas en compte les aspects nouveaux qui expliquent pourquoi dans le passé cela n'affectait pas en profondeur leur relation aux travailleurs et aux masses populaires, alors qu'aujourd'hui, la rupture est consommée (sous différentes formes). En fait, ces partis pendant longtemps ont mené leur politique au service de la bourgeoisie, mais dans un cadre où une partie des travailleurs y trouvaient leur compte au travers de réformes qui constituaient des compromis avec la bourgeoisie. Aujourd'hui, la bourgeoisie ne veut plus rien donner, par conséquent la politique des SD au gouvernement, c'est la même que celle des partis bourgeois conservateurs fondamentalement. La partie de la classe ouvrière qui les suivait n'y trouve plus son compte, y compris dans les nouvelles couches de celle-ci qui ont pu, à un moment donné, avoir des illusions sur le fait qu'ils avaient changé de classe sous prétexte qu'ils ne portaient plus de « bleus de travail » !

Mais attention. Rien ne serait plus faux que de croire que le réformisme comme courant est en train de disparaître ! De façon contradictoire, il réapparaît sous des formes nouvelles, avec un langage radical, mâtiné de pseudo marxisme, et un programme réformiste. Ce sont SYRISA (l'expérience montre ce que l'on doit penser du radicalisme du discours...), PODEMOS, La France Insoumise, Die Linke, le Parti de la Gauche Européenne...

De fait, la crise politique est la manifestation, au niveau de la superstructure, de la crise générale du mode de production capitaliste sur fond de crise économique de long terme, marquée par la tendance à la surproduction et les difficultés de l'accumulation ; et le fait que les phases aiguës sont de plus en plus rapprochées et surtout qu'il n'y a pas de « période de rémission » : la reprise, annoncée tous les trois quatre matins, n'est pas au rendez-vous. La croissance est atone, et pour ne prendre qu'un exemple, les différents gouvernements bourgeois, qui truquent le nombre de chômeurs en permanence, en sont, dans des pays où le chômage touche des millions de personnes, à se congratuler quand il y a quelques milliers de chômeurs en moins !

Cette profondeur de la crise politique, il va nous falloir y revenir dans nos fédérations, car une perception purement nationale ne saurait suffire. Nos fédérations, nos camarades isolés, doivent étudier les manifestations particulières de cette crise et sa répercussion sur les travailleurs et les couches populaires de leur environnement immédiat. Parce que c'est naturel, la crise peut avoir des manifestations différentes d'un endroit à un autre : c'est ainsi qu'il nous faut étudier ce qui se passe dans les Hauts de France, où le Front National obtient 5 députés dans le Pas de Calais et un dans le Nord, alors que sa progression est importante, mais sans obtenir de siège dans le Nord Est (Lorraine) ; de la même manière, il y a des différences sensibles en rapport avec l'abstention, le vote blanc/nul, le type de vote et, pour les législatives, les élus.

Une chose semble claire : tout indique que nous entrons dans un cadre politique nouveau. Il y aura un avant et un après l'élection d'Emmanuel Macron. Comme c'est arrivé par le passé : en 1940 avec la prise de pouvoir de Pétain (mais attention il s'agit de 1940, avant la mise en place de la Collaboration, quand la bourgeoisie française envisageait une réorganisation du cadre politique plus adéquate pour son combat contre la classe ouvrière et s'adapter à la situation nouvelle de la concurrence avec l'impérialisme allemand, ce qui s'est passé ensuite est différent de ce qui était envisagé). La recomposition politique de l'époque par la bourgeoisie, s'est traduite, entre autres, par le ralliement de l'immense majorité des députés socialistes et de ses cadres et ensuite ils ont soutenu la collaboration ou ont attendu leur heure. Ce fut le cas en 1958 avec le coup d'État gaulliste, la destruction du cadre institutionnel issu de la Résistance que la bourgeoisie avait dû accepter, et la mise en place de la V<sup>e</sup> République en liaison avec la nécessité de régler la question coloniale tout en maintenant les positions de l'impérialisme français, et de se préparer à affronter les contradictions inter-impérialistes dans le cadre nouveau du Marché Commun mais aussi avec les États-Unis, pour affaiblir le mouvement ouvrier (dont l'URSS). Et là encore, cela se fait avec la participation du Parti Socialiste.

Ce cadre politique nouveau, les conditions dans lesquelles il se construit, doit être analysé avec soin, car s'il est le produit de la lutte des classes, il va bien évidemment en retour impacter la lutte des classes. Dans un contexte

marqué par l'absence d'un parti communiste capable de conduire la classe ouvrière pour se défendre, pour préparer une contre-offensive préparant les conditions pour l'affrontement révolutionnaire.

La crise accentue les contradictions inter-impérialistes et les divergences entre les forces politiques de la bourgeoisie de chaque pays

Ce qui vient de se passer dans la vie politique française doit être examiné dans son contexte international en relation avec la question de la place de l'impérialisme français dans la concurrence inter-impérialiste. Levons toute ambiguïté : la place, l'impérialisme français veut la meilleure et ce quel que soit le secteur monopoliste considéré ! Mais le problème, ce sont les politiques à mettre en œuvre pour y arriver. Et là, les choix possibles s'affrontent à l'intérieur de la bourgeoisie monopoliste, de l'oligarchie financière. Cela concerne les bourgeoisies de tous les pays impérialistes et cela sous-tend les stratégies d'alliance en fonction de la fraction qui l'emporte à tel ou tel moment.

L'affrontement sur les choix possibles, sur les politiques à mettre en œuvre, s'est considérablement durci dans les dernières années. Cela s'explique par l'impact de la crise de 2008-2010, dont les idéologues de la bourgeoisie (les spécialistes) s'inquiètent du fait que l'on n'arrive pas à sortir vraiment. Certes les taux de croissance sont positifs, mais à un niveau qui traduit l'enlisement dans la stagnation. Pour prendre un exemple, le gouvernement espagnol et l'UE saluent bruyamment la reprise en Espagne, mais en réalité, le PIB de l'Espagne est toujours inférieur à celui de 2007 !

Le système bancaire italien est au bord de la faillite (au point que 3 banques sont passées sous le contrôle de l'État). L'endettement à l'échelle mondiale atteint le niveau effrayant de 191 000 milliards d'euros (217 mille milliards de dollars), soit 327% du PIB mondial (Institute of International Finance). La Chine a une dette atteignant 56 000 milliards de dollars, en hausse de 3 000 milliards de dollars pour la seule année dernière, les États-Unis 63 000 milliards (plus 2000 milliards l'an passé). Ce sont les pays émergents qui sont le plus frappés (218% de leur PIB combiné), les pays de la zone euro voyant eux leur dette se réduire (la politique allemande et de la BCE). Mais le problème derrière tout ça, c'est que les différentes banques centrales (la FED en particulier) annoncent l'augmentation des taux d'intérêts, ce au moment même où les monnaies de référence, le dollar et l'euro, s'apprécient sur les marchés ; ce qui veut dire que certains pays vont de nouveau se trouver dans une situation catastrophique pour leur peuple, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, mais aussi dans l'UE pour les pays aux économies les plus faibles (la Grèce, l'Espagne, le Portugal et les ex pays socialistes). Les pays de la zone euro sont moins endettés, certes, mais ils sont confrontés à la surproduction et à la perspective d'un resserrement des débouchés pour leurs marchandises et leurs capitaux (les pays endettés n'achetant plus et n'investissant plus).

Un autre élément qui montre la gravité de la situation économique : les calculs du nombre de chômeurs sont falsifiés partout. Mais quand il y a des millions de chômeurs, ils se glorifient quand les statistiques falsifiées annoncent quelques dizaines de milliers de chômeurs en moins, et cela en évacuant l'extension d'une précarité qui est un cache-sexe du chômage et qui est devenue dans tous les pays capitalistes structurellement intégrée dans la politique économique des gouvernements.

Il n'est donc pas étonnant que les rivalités s'exacerbent et que les affrontements sur la politique à mener divisent les bourgeoisies. Dans la dernière période, ça a été spectaculaire avec la campagne électorale aux USA (et ce n'est pas fini) où se sont affrontées deux orientations : la conception néolibérale qui s'est imposée dans les milieux bourgeois depuis Reagan - avec la dérégulation du marché mondial, la constitution de grands ensembles de libre-échange sur la base de traités comme l'ALENA ou le TTIP, et un rôle de gendarme du monde en mobilisant les alliés de l'OTAN ; et l'orientation de Trump, qui veut introduire une dose de protectionnisme, qui repose sur l'isolationnisme (priorité aux seuls intérêts des monopoles US y compris vis-à-vis des alliés), qui rejette les grands traités de la période précédente, et qui veut imposer aux alliés un financement de l'OTAN plus important, le développement de leur budget militaire, et les choix économiques des monopoles US dominants (dans le secteur énergétique en particulier). C'est là, semble-t-il, ce qui explique le rejet de la charte de la Cop 21 sur l'écologie, qu'il faut considérer comme un avertissement. Le problème, c'est la place que veut conserver l'impérialisme US mondialement, c'est le contrôle exclusif des matières premières énergétiques, des réseaux de transport par tube, mais aussi la relance de la base industrielle. Mais on le voit bien depuis janvier, cela ne change rien à l'agressivité de l'impérialisme US, à la course aux armements qui est relancée sur la base de dénonciation d'accords internationaux, l'encerclement de la Russie et le renforcement de l'OTAN, tout en laissant entendre qu'il pourrait y avoir des arrangements avec l'impérialisme russe, et une politique d'hostilité vis-à-vis de la Chine. Il n'y a pas une politique impérialiste qui serait meilleure pour la classe ouvrière et les peuples : quel que soit le choix qui l'emportera, de toute manière ce sera un choix contre ces derniers !

Mais la nouveauté, c'est l'émergence de contradictions exprimées avec les alliés traditionnels comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne. L'attentat de Manchester, où le FBI a révélé que l'assassin avait, avec sa famille, non seulement des liens avec les services spéciaux britanniques, mais que le FBI avait prévenu qu'il préparait quelque chose sans que le MI 5 ne s'en émeuve, est révélateur des tensions avec Londres, tout comme le fait que malgré le Brexit, l'impérialisme britannique a condamné la dénonciation de la charte de la Cop 21. Et Angela Merkel, tout en acceptant les décisions du dernier sommet de l'OTAN, s'oppose sur certains dossiers chauds. Il est évident qu'il faut suivre l'évolution attentivement, car dans le même temps les moyens « d'information » tentent de masquer les contradictions, et rien ne serait plus faux que de penser que rien ne change : la crise, la loi de développement inégal, les contradictions inhérentes au capitalisme, aggravées à l'époque de l'impérialisme, font que la bataille pour le maintien du partage du monde et pour son repartage font rage.

Cela se traduit aussi par les tensions qui s'accroissent dans les Unions impérialistes : Trump a mis fin au Traité Transpacifique, l'ALENA s'interroge sur son avenir, le TTIP semble en panne, le traité UE-Canada pourrait ne pas être ratifié au final, tandis que se discute un traité avec le Japon qui est loin de faire consensus dans l'UE. L'UE est confrontée à une montée de mécontentement qui inquiète les milieux impérialistes les plus favorables à son existence. C'est ainsi qu'un sondage révèle qu'une large majorité « d'Européens » pense que suite au Brexit, plusieurs pays devraient quitter l'UE. Dans chaque pays de l'UE, il y a un débat dans la bourgeoisie entre les partisans d'un néo-keynesianisme et ceux qui sont pour la dérégulation totale (le néolibéralisme), ce qui se traduit

par des orientations différentes pour l'UE : par exemple, faut-il faire une pause dans la construction de l'UE, faire une UE à plusieurs vitesses, accélérer le fédéralisme, redonner plus de latitude aux gouvernements nationaux etc. ? On voit bien que la question des sanctions contre la Russie, celle du gazoduc de la Baltique, divisent l'UE, tandis que la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque font pression et chantage pour obtenir des conditions plus favorables pour leur bourgeoisie. La question des réfugiés est en fait largement un leurre : les divergences sont plus profondes et concernent aussi les relations avec les États-Unis.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les zones de conflits s'étendent et que la menace d'un conflit généralisé pèse. Le risque de guerre généralisée s'accroît. La situation en Syrie est préoccupante : les forces armées syriennes ont porté des coups sensibles à Daesh et Al Nostra (Al Qaïda), et reconquis une part du territoire national, grâce aux Russes mais pas seulement : Iran, Hesbollah libanais, etc. Mais les États-Unis entraînant leur coalition internationale, ont violé la souveraineté de la Syrie, non seulement en bombardant Daesh sans l'accord des autorités syriennes, mais en envoyant des troupes, en armant et entraînant certaines forces kurdes (autoproclamées Forces Démocratiques Syriennes), en abattant avions et drones syriens qui étaient dans l'espace aérien syrien combattant les islamistes. Et aujourd'hui, on apprend que les USA installeraient deux bases militaires américaines dans les territoires abandonnés par Daesh ! A cela il faut ajouter les attaques israéliennes pour aider les positions terroristes. Ne perdons pas de vue les tensions autour de la RPDC en Asie, l'agressivité US contre la Chine, les menaces proférées contre les Philippines, les menaces contre la Bolivie et le Venezuela, et la remise en cause des accords signés par les États-Unis avec Cuba, sur lesquelles il faudra revenir.

Dans l'aggravation des contradictions, il faut prendre en compte la question du terrorisme. Est-ce qu'il ne faut pas aujourd'hui le considérer comme « la continuation de la politique par d'autres moyens » ? C'est vrai que l'utilisation du terrorisme par les pays impérialistes n'est pas une question nouvelle. Mais cette question doit, me semble-t-il, être traitée différemment d'il y a encore 20 ans. Avant, c'était un instrument manœuvré par une puissance extérieure, utilisé dans le cadre de conflits politiques où la domination impérialiste et de la bourgeoisie était menacée, que ce soit par un gouvernement ou par la lutte armée ; cela a pris la forme d'attentats meurtriers, d'escadrons de la mort, de bandes armées. La révolution cubaine, jusqu'à il y a peu, a été confrontée à cette forme d'agression, mais il y a eu aussi la révolution afghane, l'Angola et le Mozambique, les forces anti apartheid en Afrique du Sud, les forces populaires en Colombie, mais aussi l'Algérie. Mais il y avait aussi l'utilisation du terrorisme comme forme de provocation politique : il faut rappeler aux donneurs de leçon quelques exemples notoires ! Le Rainbow Warrior, ce bateau pacifiste qui explosa en Nouvelle-Zélande alors qu'il participait à une campagne contre les essais nucléaires français, attentat qui coûta la vie à un photographe hollando-portugais. L'organisateur de l'attentat était le gouvernement français de Laurent Fabius (« Al Nostra fait du bon boulot en Syrie », disait-il...), sous la présidence de F. Mitterrand. Ce sont aussi les attentats de Bagdad en 1956 contre la population de confession juive, qui va faire fuir en quelques jours presque toute la communauté en Israël, et dont on apprend quelques années plus tard que c'est le MOSSAD l'organisateur. Mais aujourd'hui, chacun est à même de constater que l'utilisation du terrorisme est à tout autre échelle. Ce n'est plus seulement une arme des

services spéciaux pour détourner l'attention ou pour intervenir dans un conflit donné, comme c'est le cas dans un certain nombre de pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine. Ou comme en Italie à l'époque de la stratégie de la tension ! A partir des groupes contre-révolutionnaires en Afghanistan, souvent liés à la pègre internationale pour le trafic de drogue, sont apparus des réseaux terroristes qui se sont mis à intervenir à l'extérieur des terrains de conflits proprement dits, en ciblant la population civile pour des opérations de communication. C'est le cas en Russie au moment de la guerre en Tchétchénie, mais aussi en France où l'on ne connaît toujours pas qui ceux qui ont organisé les attentats des quinze dernières années du XXe siècle. Ces groupes étroitement liés aux puissances impérialistes (USA, Grande-Bretagne, France ...) depuis toujours, sont capables de se retourner contre leurs maîtres quand ils sont mécontents, et tout indique qu'ils ont d'autres soutiens puissants. C'est ainsi qu'après avoir été soutenus par les USA, la France et la Grande-Bretagne en Libye et en Syrie, ils se sont, de par l'évolution de la situation, retournés en partie contre eux (sans pour autant que l'on puisse dire qu'il y ait eu rupture complète). Ils sont liés à différents secteurs des classes dominantes Saoudiennes et Qataries, et servent de bras armés aux rivalités qui se font jour entre les nouveaux impérialismes du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Des camarades se sont interrogés sur le fait de caractériser d'impérialisme de tels pays. Le débat devra se poursuivre sur cette question, mais une première réponse qu'on peut donner est la suivante : Du point de vue de l'analyse léniniste, le Qatar et l'Arabie Saoudite ont toutes les caractéristiques de l'impérialisme, même s'ils ne font partie du haut de l'organigramme du système ! Par le poids de leurs capitaux exportés et leurs liaisons avec les bourgeoisies impérialistes, leur classe dominante appartient à l'oligarchie financière internationale. Et ils sont partie prenante de repartage, si ce n'est du monde, au moins de la région. Ces deux pays s'affrontent pour le contrôle du monde arabe et du monde musulman. Le Qatar abrite la direction des Frères Musulmans, organisation qui a été portée sur les fonds baptismaux (si je peux dire) par les Britanniques et les USA, pour combattre les nationalistes petits-bourgeois et le mouvement communiste dans les pays arabes. C'est depuis ce pays qu'émet la Chaîne Al Djazira, principale soutien de l'autoproclamé « Printemps arabe ». Et la direction d'Al Qaïda y serait hébergée. L'Arabie Saoudite, quant à elle, soutient d'autres groupes politico-religieux, et soutient Daesh jusqu'à ce jour, mais cela peut changer, elle possède une armée puissante, équipée par la France et les États-Unis (comme celle du Qatar), et elle dirige une guerre meurtrière contre le Yémen (dont elle vient d'exclure le Qatar). Les deux classes dirigeantes sont en conflit ouvert, mais conservent l'une comme l'autre l'amitié affectueuse de Paris et de Washington, la Grande Bretagne semblant soutenir plutôt le Qatar sans pour autant rompre avec l'Arabie Saoudite ! Concernant le Qatar, il faut prendre en compte les ambitions de la Turquie sur le Moyen Orient. Or la Turquie aujourd'hui joue son rôle propre en Syrie et en Irak tout en restant dans l'OTAN, mais avec des relations tendues avec ses alliés depuis le coup d'État manqué de juillet 2016. Elle apporte son soutien au Qatar. Erdogan et son parti sont liés aux Frères Musulmans et l'impérialisme turc dispute à l'Arabie Saoudite le contrôle du monde arabe. Il faut noter par ailleurs que l'Arabie Saoudite entretient d'excellentes relations avec Israël. Cette dernière multiplie les agressions armées contre la Syrie pour apporter un soutien à Daesh, et il est significatif que parmi les ultimatums présentés au Qatar, il y a l'exigence de mettre un terme à ses relations avec le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Dans ce contexte, le terrorisme est une arme pour les règlements de compte entre impérialismes en même temps qu'il est

utilisé contre ceux qui résistent aux impérialismes les plus puissants (la Syrie après la Libye), et aussi une arme contre les peuples et la classe ouvrière : le terrorisme permet la mise en place de mesures contre les libertés démocratiques, il entretient la peur et par là affaiblit les luttes. Ce qui veut dire que le terrorisme djihadiste, avec ses liens internationaux évoqués ci-dessus, qui assassine des jeunes, des travailleurs, des étudiants dans des conditions abominables, et qui sacrifie des jeunes gens victimes de la crise, va au-devant des desiderata des bourgeoisies pour renforcer l'appareil répressif.

Enfin les bourgeoisies, dans l'UE et l'OTAN, ont des points de vue différents par rapport aux impérialismes émergents comme la Russie et la Chine. Sur la première, il y a de grandes divergences sur la question des sanctions par exemple et plus même, pour savoir comment se conduire avec elle au-delà de la question ukrainienne.

Les questions internationales qui ont été évoquées sont celles où l'impérialisme français est pleinement impliqué et parfois aux avant-postes. C'est avec ces problèmes en toile de fond que s'est jouée une campagne électorale où la plupart de ces questions n'ont jamais été évoquées !

### **L'élection de Macron : une nouvelle étape de la vie politique pour le pouvoir de la bourgeoisie**

Cinq années de gouvernement socialiste sous la houlette de Hollande ont approfondi le mécontentement profond des masses populaires, de la classe ouvrière et au-delà, des couches moyennes et de la petite bourgeoisie. Ce mécontentement remonte à l'époque mitterrandienne et les espoirs déçus que son élection et la participation du PCF au gouvernement avaient nourris. On peut dire qu'en 2002, la crise politique éclate au grand jour, et qu'à partir de ce moment-là, on assiste à la montée de l'abstention et du vote blanc (on ne distinguera pas les nuls), parallèlement au recul permanent du PCF, dont la politique de trahison de classe de ses dirigeants est perçue par les masses. C'est l'époque des grandes attaques contre la classe ouvrière et les conquêtes sociales, qui provoquent des mouvements de riposte massifs, mais qui ne trouvent pas de débouchés, de par l'attitude de la direction de la CGT qui s'aligne sur la CFDT. De 2002 à 2012, le parti représentant la bourgeoisie est aux commandes, mais il est obligé de tenir compte du mécontentement et ne va pas jusqu'au bout des contre-réformes réclamées par la bourgeoisie, tandis que dans les départements et les régions, le PS domine, en appliquant une politique qui cadre tout à fait avec celle du gouvernement. Se répand l'idée qu'en fait, c'est Bruxelles qui décide et non la bourgeoisie française qui s'appuie sur Bruxelles pour faire passer sa politique, et qu'en politique, il n'y a pas de changement possible, si ce n'est à la marge sur des problèmes sociétaux, où droite et gauche, ce n'est pas important. Ce qui ne veut pas dire que pour nous, ces notions sont absolues et qu'elles ont un contenu fondamental ! Toujours est-il que le référendum de 2005 sur l'UE va traduire ce mécontentement. On a un taux de participation active très haut et le non l'emporte largement. Mais le Traité de Lisbonne, en annulant purement et simplement le vote populaire, va renforcer la méfiance pour les partis politiques en place. L'élection de Hollande en 2012 s'est faite dans l'ambiguïté : d'un côté un rejet de Sarkozy, et de l'autre une méfiance vis-à-vis du PS sans illusions. Notons que les directions réformistes de la CGT et du PCF vont, quant à elles, tenir un discours capitulaire : elles vont cultiver l'idée que Hollande n'applique pas son programme, qu'il reculerait. C'est tout bonnement faux. Derrière les mots, le

programme de Hollande était clair, c'est celui qu'il a appliqué. Les élections intermédiaires ont montré la désaffection de l'électorat et en particulier des travailleurs, des chômeurs, de la jeunesse. La politique mise en place a accentué le mécontentement sans que cela débouche sur des mouvements d'ensemble par manque de direction, la CGT rentrant dans une grave crise de direction (en réalité d'orientation). De graves réformes ont été adoptées avec le soutien de la CFDT : ANI, lois Macron 1 & 2, mise en place de l'état d'urgence reconduit et aggravé, loi sur le renseignement, mais aussi réforme des collèges et des rythmes scolaires, attaques contre la fonction publique... Quand est venue la loi El Khomri contre le Droit du Travail, la coupe était pleine et la colère s'est exprimée : le Congrès de la CGT, sans rien changer sur le fond (il faut en avoir conscience), a cependant été marqué par une volonté de renouveau du syndicalisme de classe dans les sections d'entreprises et les organisations. L'alliance avec la CFDT a été conspuée. Dans les conditions de l'état d'urgence et des provocations policières, d'une direction confédérale divisée et peu encline à prendre en main la mobilisation d'un mouvement puissant et conquérant, la lutte contre la loi El Khomri a marqué la vie politique et renforcé l'expression du syndicalisme de classe dans la CGT. Des organisations de la CGT demandent aujourd'hui le retrait de la CES, le retour à la FSM. Mais en même temps, la direction de la CGT n'a pas été en capacité, de par son orientation, de reprendre la lutte en septembre et d'organiser les travailleurs. Cette situation continue, les directions réformistes mènent le jeu, et la bataille va être difficile en l'absence d'un Parti Communiste d'avant-garde de la classe ouvrière.

Mais en même temps, le cadre politique dans lequel les forces sociales en présence qui s'affrontent s'organisent, ne les représentait plus : la recomposition politique était à l'ordre du jour et sous le contrôle complet de la bourgeoisie dans l'ensemble. Du côté des forces populaires, le PCF, tiraillé entre l'expression de la colère et sa volonté de s'accrocher au PS pour conserver quelques sièges, s'est vite retrouvé hors jeu, et c'est Mélenchon qui s'est imposé dans la recomposition, avec la volonté d'en finir avec un PCF largement exsangue de militants, qui ne représente plus la classe ouvrière.

Si l'on se rappelle, avant notre rupture avec les camarades du PR-C, nous avons mis en garde contre le fait de croire que les élections étaient réglées, et souligné que Macron avait tous les atouts pour être le candidat de la bourgeoisie, justement dans le cadre de la recomposition.

Les élections « primaires » à droite ont laissé voir de profondes divisions, mais la surprise fut la victoire de Fillon, quand la bourgeoisie dans son ensemble préférait Juppé. En fait, l'électorat de droite lui aussi avait besoin de s'y retrouver et le programme économique et social de Fillon de ce point de vue le satisfaisait. Mais il avait une faiblesse : la destruction de la Sécurité sociale, si elle emportait le soutien de la bourgeoisie des Assurances (AXA), ne ralliait pas la bourgeoisie de l'industrie pharmaceutique et du matériel médical, pour laquelle la Sécu est une source de financement public extraordinaire. Derrière, il y avait aussi un problème de choix d'orientation qui nous ramène à ce que nous avons dit sur le contexte international et les divisions dans les forces bourgeoises : en gros, Fillon incarnait une politique plus prudente vis-à-vis de l'UE, fondée sur le statu quo au plan institutionnel, une pause dans l'élargissement, une plus grande autonomie vis-à-vis de la Commission. Sur la Russie, il avait évoqué la levée des sanctions, la nécessité du dialogue, et sur la Syrie, il avait des positions moins bellicistes. Sur le Proche-

Orient, d'autre part, il penchait visiblement pour l'Arabie Saoudite. Sur les États-Unis, il ne cachait pas ses sympathies pour Trump. Par contre, Juppé sur ces questions était dans la continuité avec Hollande, sur l'UE comme sur la Syrie et la Russie, ou sur les excellentes relations avec la Qatar. Et sur les questions sociales, Juppé s'inscrivait aussi dans une certaine continuité : s'attaquer à la classe ouvrière, oui, mais prendre son temps, tenir compte du mécontentement. Au moment de Noël, Fillon apparaît comme le futur Président, d'autant qu'il a rallié les autres courants anti-Juppé.

Mais visiblement la bourgeoisie avait fait un autre choix : celui de la recomposition pour une politique violemment anti-ouvrière et anti-populaire (de ce point de vue, c'est le programme de Fillon légèrement remanié), s'inscrivant pleinement dans les choix pro-UE de la majorité de la bourgeoisie française, capable « de rattraper le retard de la France » sur les réformes qui ont déjà eu lieu dans les pays du nord de l'Europe et en Grande Bretagne, mais aussi en Grèce, en Espagne et en Italie. Une politique agressive au plan militaire face à la Russie, critique face à Trump, et la poursuite de la guerre en Syrie et en Afrique. C'était Macron ! Les scandales ont sûrement joué leur rôle, mais tout autant pour justifier la recomposition, le changement de méthode, etc. Par contre, et vous lirez dans LC l'article sur le financement de la campagne Macron, si vous n'avez pas lu Mediapart, tout était prêt avant le départ de Macron de Bercy pour lancer sa campagne en particulier financièrement, tandis que les neufs milliardaires qui contrôlent 95% des médias apportaient leur soutien à Macron. Et ça a été plus efficace que tout le reste ! Pour revenir aux scandales, ils ont aussi permis d'éviter que viennent dans le débat les grandes questions politiques et que soit posée la question des responsabilités de la montée de la misère, du chômage, de la crise : à en croire la campagne électorale et une partie de la presse, cette responsabilité revenait à des politiciens corrompus amateurs de costumes à 13 000€, finançant sa famille par l'intermédiaire de détournement de l'argent public, ou à des emplois fictifs sur les financements de l'UE aux députés européens ! Certes les scandales Fillon, au regard même de son programme, de certaines prises de positions prétendument « morales », mettent en lumière la réalité des hommes politiques de la bourgeoisie, et de ce que le capitalisme génère : la corruption et la putréfaction des hommes qui le servent. Mais encore faut-il dénoncer le capitalisme et demander son renversement ! En fait, cette campagne (et celle contre Bayrou par la suite) n'avait comme finalité qu'une chose : préparer la recomposition en mettant en avant que le changement voulu et souhaité se réduisait à des changements d'individus, plus jeunes, plus féminins, sans cumul, etc. Et avec le capitalisme, sans régulation, sans le Droit du travail et avec l'état d'urgence et les lois liberticides, et la politique d'interventions militaires, bien sûr ! Bref, Macron et son mouvement !

Dans cette période, ce qui est significatif de la volonté de la bourgeoisie de « faire du neuf » pour renforcer la position du capitalisme français, c'est l'implosion du PS. Il s'est vidé de ses cadres qui ont rejoint Macron en masse, c'est-à-dire la réaction, nous allons y revenir.

Un mot sur Mélenchon, car quelques camarades nous ont demandé pourquoi ne pas l'avoir soutenu, et donc pourquoi le combattre. Dans la brochure que nous avons faite, nous expliquons pourquoi c'est un candidat du réformisme. Notre objectif politique n'est pas et ne saurait être de favoriser une opération qui mettrait la classe

ouvrière à la remorque de la petite bourgeoisie. L'objectif de Mélenchon, c'est de reconstruire un PS « à gauche » et pas autre chose. Nous devons combattre la construction d'un Syriza à la française, car s'il parvient au pouvoir, il fera la même politique que Tsipras, la crise (et ce n'est pas sûr) en moins. Notre but, ce n'est pas d'accompagner les masses, mais c'est d'en être l'avant-garde. C'est le chemin inverse si l'on s'inscrit dans le moindre mal, dans le prétendu pas en avant. Par contre, nous avons dit qu'il fallait aller à la rencontre des électeurs de la FI et leur expliquer notre position. Là où nous l'avons fait, nous avons été écoutés avec attention, mais nous ne l'avons pas fait assez. Mais il faut être attentif à ce qui se passe. La nature a horreur du vide. Le Parti Communiste que nous voulons n'est pas reconstruit. Le succès de Mélenchon, qu'il n'a pas été capable d'apprécier le soir du premier tour, montre que pourrait se reconstituer une force réformiste sous un masque radical : c'est un phénomène international et qui doit être vu dialectiquement. L'absence d'un parti révolutionnaire et les effets de la contre-révolution laissent le champ au réformisme sous une forme moderne, mais en même temps, cela montre que dans les masses, il existe un potentiel de colère et de révolte que le mouvement communiste doit capter pour ne pas le laisser s'épuiser dans la gestion « humaine » du capitalisme. Par rapport à il y a vingt ans, il y a quelque chose qui bouge : la confirmation de Corbyn chez les Travailleurs, avec un discours « gauche », populaire, alors que tous les observateurs nous assuraient de la victoire du blayrisme, les résultats de Sanders aux USA, et de la campagne « Occupons Wall Street », montrent que le réformisme, comme avec Mélenchon, doit prendre un langage radical, contestataire pour pouvoir, ne nous leurrer pas, tromper les masses. C'est ce qu'ont fait aussi PODEMOS et Syriza, ce dernier ayant fait la démonstration pratique où cela menait. Que l'on ne compte pas sur nous pour participer à l'aventure !

Un élément de réflexion. Nous avons dit que la bourgeoisie s'était affrontée sur l'UE, les relations avec la Russie. Celle qui l'a emporté, c'est la fraction pro-union européenne fédéraliste, ultra libre-échangiste, belliciste à tout va. Mais au premier tour, force est de constater que les candidats qui expriment leur hostilité à la politique de l'UE, - et on peut penser que leur électorat est plus radical (c'est vrai pour Mélenchon) -, font 47,79 % contre 50,36 % (36,15 % des inscrits contre 38,17 %) des suffrages exprimés, auxquels il faut rajouter une partie des abstentionnistes et une partie de l'électorat Fillon. Alors certes ils ont des motivations différentes, mais en cas de problèmes graves, de contradictions aiguës éclatant entre la bourgeoisie française et ses rivales, il existe une solution de rechange possible « anti-UE » dans le cadre du capitalisme, y compris avec Mélenchon. Il faut s'y préparer.

Venons en maintenant au FN et à Marine Le Pen. Son résultat est inquiétant et en même temps, il faut relativiser : 21,3 % des votants mais 16,14 % des inscrits, au premier tour des Présidentielles. C'est inquiétant, parce que le FN distille à longueur de temps la xénophobie, le racisme, et que les forces politiques de la bourgeoisie, y compris le PS (cela ne concerne pas la France Insoumise, mais dans quelques cas, certains élus du PCF), les intègrent sous une forme ou sous une autre, plus atténuée, plus civilisée, mais pas toujours ! C'est aussi vrai pour les questions sécuritaires (y compris en lien avec le racisme) : au fur et à mesure que se prolongeait l'état d'urgence, le gouvernement sous Hollande cédait devant la propagande du FN, en faisant adopter des mesures liberticides et en

légiférant dans la même perspective lors de la loi sur le renseignement ou sur les pouvoirs de la police par exemple. Et au-delà de la dernière période, on voit bien comment le FN a pu contribuer à faire renforcer les polices municipales, à mettre des caméras à tous les coins de rue, etc. Quand on nous parle avec un tremolo dans la voix du danger de l'extrême-droite, il faut avoir cela en tête et le rappeler. D'autre part, il faut prendre en compte qu'une partie de l'électorat de droite, et de celui de Dupont-Aignan qui avait appelé à voter pour elle, n'a pas hésité à voter pour elle au deuxième tour, pour les raisons que nous venons d'évoquer. Cela dit, la progression en voix de Marine Le Pen, par rapport à son père (particulièrement marqué par son passé politique avec les groupes néofascistes et l'OAS, et ses sorties antisémites) et à Mégret en 2002, est d'un peu plus de 2 millions de voix, ce qui ne représente qu'une progression de 5% des inscrits au premier tour. Et surtout, aux Législatives, le FN ne capitalise pas le résultat du deuxième tour des Présidentielles. Certes il gagne 6 députés, mais cela est dû au caractère antidémocratique du scrutin (qui lui donne une sous-représentation). Dans les Hauts de France, où le FN obtient 5 sièges, seuls deux dépassent 20% des inscrits, et partout avec des taux d'abstention et de votes blancs et nuls dépassant les 60% confirmant là encore que l'électorat populaire n'est pas allé voter. Et ceux qui ont voté Le Pen semblent bien venir de l'électorat socialiste, ce qu'indiquent les réactions à l'usine Kenwood dans la Somme où les membres de la CFDT expliquaient aux journalistes qu'ils voteraient Marine le Pen ! C'est le résultat des désillusions apportées par la politique social-démocrate sur les secteurs les plus réformistes de la classe ouvrière, les moins conscients et sur le lumpenprolétariat des régions déclassées par la politique du Capital, avec l'accompagnement actif de la social-démocratie : quand le Capital fermait les mines dans le Nord /Pas de Calais, la région dirigée par le PS ouvrait des musées de la mine et des parcs d'attraction pour créer des emplois ! L'absence d'un parti communiste, indépendant de la classe dominante et de ses appareils politiques, ouvre la voix à la démagogie populiste, au « sens commun », au « bon sens », qui ne sont que l'expression de l'idéologie dominante !

Mais puisque la question a été soulevée de notre position au second tour (« on ne soigne pas la peste en s'inoculant le choléra »), il faut préciser notre analyse. La première chose, nous l'avons dit et répété, c'est que le FN aujourd'hui, ce n'est pas le fascisme ; comme ce n'est pas le fascisme en Pologne, en Hongrie, alors que nous avons des forces politiques revanchardes, anticommunistes, réactionnaires, qui professent leur admiration pour les régimes fascistes antérieurs à 1943, et plutôt enclins à trouver des excuses aux collaborateurs des nazis. Ce sont des partis ultra-réactionnaires (si la bourgeoisie voulait recourir au fascisme, ils le rejoindraient sans aucun doute, mais c'est une autre histoire et ils ne seraient pas les seuls). Le fascisme, c'est la dictature ouverte, terroriste, de l'oligarchie financière, du capital monopoliste, une dictature sanglante, une politique de gangsters. C'est le recours à la terreur contre le mouvement ouvrier dans son ensemble, terreur criminelle, mais aussi contre tous ceux qui s'opposent. C'est une politique de préparation à la guerre marquée par la volonté de refouler toute expression de la lutte des classes et par la glorification d'un nationalisme exacerbé contre les peuples. Le fascisme, c'est la remise en cause des formes institutionnelles traditionnelles de la dictature bourgeoise (ce que les idéologues bourgeois appellent l'État de droit) pour faire place à un État d'exception permanent, sans contraintes juridiques, où la bourgeoisie viole sa propre légalité. C'est la militarisation intégrale de l'économie au profit des seuls monopoles. Et les partis fascistes préparent la dictature ouverte en utilisant la terreur. Il existe des partis fascistes, mais pour

l'instant, ils sont en sommeil, sauf en Grèce avec l'Aube Dorée. Et ce n'est pas le Front National (dont il ne s'agit pas non plus d'oublier qu'il provient en partie de ces groupes), qui représente une partie de l'extrême-droite. Cette dernière expression est à manier avec précaution comme droite et gauche, car finalement elle renvoie à la vie politique parlementaire.

Disons que l'extrême-droite se caractérise par des thèmes politiques et idéologiques visant à mettre en œuvre la politique de la bourgeoisie monopoliste sans compromis. Elle s'inscrit en tant que telle dans les institutions bourgeoises et elle n'est pas univoque : plusieurs courants la composent et s'affrontent, et d'un pays à l'autre, ce que l'on désigne comme extrême-droite peut être différent, en fonction des traditions politiques : aux USA, on trouve chez les Républicains comme chez les Démocrates des forces qui en Europe seraient classées à l'extrême-droite, mais qui, aux États-Unis, sont seulement classés à droite. Par contre, il y a un air de famille : le nationalisme et la xénophobie ; la volonté de créer les conditions optimales pour l'exploitation de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie monopoliste ; renforcer le caractère autoritaire, voire policier, de l'État ; créer les conditions les meilleures pour qu'elle affronte la concurrence internationale avec les autres impérialismes. Au-delà, des éléments peuvent diverger : par exemple plus ou moins de protectionnisme, mais aujourd'hui, pour tous, dans le cadre des politiques économiques libérales ; certains utilisent la démagogie sociale, les autres étalent l'arrogance élitiste de l'oligarchie financière ! Une chose est évidente : quel que soit le discours (voir celui de Marine Le Pen le soir du second tour des législatives), les extrêmes-droites sont contre le parlementarisme bourgeois classique, contre les fragments de la démocratie bourgeoise qui survivent, car cela peut être un frein à la politique du Grand Capital. Mais le plus important, c'est de bien comprendre qu'elles sont les instruments directs de la politique de ce dernier, qui sont mis en avant quand celui-ci a besoin de passer en force avec un rapport des forces favorable. Certains courants sont ancrés sur leurs positions, d'autres peuvent rallier la droite classique une fois la tâche accomplie : le cas le plus caractéristique, c'est De Gaulle, personnage qui doit être placé à l'extrême-droite, mais qui après 1958 ralliera la droite (et une partie du centre) et gouvernera en s'adaptant aux desiderata de la bourgeoisie. Mais il a mis en place cette Vème République qui donne le cadre politique de la mise en œuvre de la politique du Grand Capital directement associé à l'appareil d'État.

La particularité du FN, jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'il n'est pas à proprement parlé, une option de la bourgeoisie pour l'alternance avec les autres forces politiques. C'est un parti qui sert de leurre. Il a été lancé pour ça par François Mitterrand. Il crée un climat idéologique qui permet aux autres forces de la bourgeoisie de reprendre à leur compte des positions qui n'auraient pas pu l'être par elles directement (sécurité, xénophobie). Mais il sert tout autant de faire-valoir aux forces bourgeoises : contre le FN, on ne doit pas se poser de question et voter pour ceux qui font la pire politique contre la classe ouvrière, LR, PS, MODEM et UDI ! Enfin, il sert à discréditer certaines prises de position. Par exemple, toute critique de l'Union européenne et de l'Euro, voire aujourd'hui de l'OTAN, est ramenée aux positions du FN. Il en est de même si vous ne considérez pas qu'aujourd'hui la menace contre la paix ne vient pas plus de la Russie que des USA et de la France, de l'OTAN, dont la politique agressive est patente, et que si la Syrie « de Bachar El Assad » est un régime bourgeois, pour autant, l'attaque contre cette république vise à

remettre la Syrie sous l'influence de la France et des USA, et à affaiblir la lutte du peuple palestinien au profit du régime sioniste d'Israël et de l'Arabie Saoudite ! C'est le rôle qu'a joué le FN aux Présidentielles, élections qu'à aucun moment il n'a été en mesure d'emporter. Simplement, cela a permis d'établir un consensus autour de Macron dont on va voir la gravité. Et si certains sont sceptiques, qu'ils se remémorent le débat avec Macron où Marine Le Pen a systématiquement mis son adversaire en position favorable ; mais surtout, sa déclaration en sortant du studio, expliquant qu'elle n'était qu'un challenger !

La question qui a été posée pendant la campagne (par un seul camarade dans le parti, mais c'est une question de masse comme on l'a vu au 1<sup>er</sup> mai en particulier), c'est « *Pourquoi ne pas voter Macron contre Le Pen étant donné la menace qu'elle fait peser sur la population d'origine immigrée ?* » Il y a plusieurs réponses.

Notre rôle n'est pas de pousser la classe ouvrière derrière des drapeaux qui ne sont pas les siens, pas plus contre Le Pen que contre un autre ; les travailleurs d'origine immigrée sont des travailleurs et leur intérêt de classe, ce n'est pas de soutenir un candidat dont le programme est sauvagement anti-classe ouvrière, il est pire que celui de Fillon, puisqu'il en reprend les principaux axes et y ajoute l'aggravation de la Loi Travail, les attaques sur le financement des retraites, l'accélération de la mise en œuvre des directives européennes contre les travailleurs. Dans le cas présent, vient s'ajouter un argument supplémentaire, qui a aussi prêté à discussion et continue de l'être dans certains milieux : Emmanuel Macron, aujourd'hui, c'est un des courants de l'extrême-droite, celle dont la bourgeoisie a besoin pour organiser le remodelage du cadre politique et la recomposition du champ politique ! Je disais plus haut qu'il n'y a pas unicité de l'extrême-droite : c'est ainsi qu'en 1932, les camarades du KPD en Allemagne, au deuxième tour des Présidentielles, ont avancé le mot d'ordre : « *Voter Hindenburg, c'est voter Hitler !* » Et la social-démocratie, les partis petits-bourgeois de s'étrangler et de dénoncer le sectarisme du KPD. Il n'empêche que la suite a montré que ce sont les communistes qui avaient raison : quelques mois plus tard, Hindenburg appelait Hitler au pouvoir. Comparaison n'est pas raison, évidemment, mais il faut réfléchir à cet exemple. On ne bat pas l'extrême-droite qui s'exhibe en votant pour l'extrême-droite qui se donne une apparence respectable ! Mais peut-on caractériser Macron (c'est un peu plus complexe pour qualifier son mouvement aujourd'hui, même s'il s'inscrit globalement dans la même visée) à l'extrême-droite ? Il suffit d'examiner son projet et son comportement politique.

Nous commencerons par le « *ni de droite ni de gauche* » pour pouvoir faire la politique ultra-réactionnaire dont la bourgeoisie a besoin et que l'ancien clivage artificiel ne permettait pas. De Napoléon III à De Gaulle, en passant par Boulanger et Pétain, on a eu droit à ce positionnement pour s'attaquer aux travailleurs et à leurs droits politiques (dans le cadre de la démocratie bourgeoise). A cela on peut adjoindre son mépris profond du suffrage universel sauf à des fins plébiscitaires : on se souvient de sa réaction, quand on lui a demandé s'il serait député, il y a trois ans ! Et il nous annonce la réduction du nombre de parlementaires (-1/3) en même temps que la réduction de leur rôle. Plus encore, et inquiétant, il annonce que la loi, finalement, c'est secondaire, l'important, c'est l'efficacité ! Et dans cette optique, parler de renforcer le contrôle sur le gouvernement, c'est du vent. Là on est dans une vision qui renvoie à des théoriciens du Droit, en Allemagne sous Weimar, qui feront le lit du nazisme. C'est évidemment

l'annonce de l'utilisation des pleins pouvoirs pour modifier la Loi Travail, mais visiblement pas seulement : les réformes sur les retraites, sur la fiscalité, etc., semblent devoir être traitées de la même manière puisque Macron annonce qu'il faut que ce soit réglé pour janvier prochain ! Et donc, dans cette perspective, cela risque fort d'être la pratique coutumière. Plus extrême-droite que ça, c'est difficile ! Et cela correspond aux desiderata des monopoles : concentrer le pouvoir dans les mains de leur homme, comme ils tendent à monopoliser la vie économique !

Des éléments l'associent à l'extrême-droite dans la tradition de la Vème République : ce n'est pas un hasard s'il se fait appeler « le chef » dans LRM, et si sa définition de la fonction est une présidence jupitérienne (en d'autres termes, c'est le président qui gouverne, qui décide, les autres mettent en œuvre). Il suffit de voir jusqu'où cela peut aller : dans LRM, il décide de tout jusqu'à la nomination des candidats. De ce point de vue, il va jusqu'au bout des tendances en mouvement dans un régime marqué par l'extrême droite.

Sur le renforcement du système autoritaire, il n'a pas de divergences avec Le Pen : la loi anti-terroriste prévue donne des pouvoirs nouveaux faramineux à la police et aux Préfets, assujettissant la justice à leurs décisions, ce qui va permettre, au nom de la lutte anti-terroriste, de transformer des personnes suspectes aux yeux des autorités en coupable. Cette loi va considérer les fichiers S comme des criminels d'intention ; significative, la déclaration d'Edouard Philippe le soir du 11 juin : les Français auraient soutenu « *l'adaptation de notre droit aux nouvelles exigences de sécurité liées au risque terroriste* ». Et face à Marine le Pen, Macron pouvait exprimer sa volonté (la même qu'elle) de « *renforcer les moyens de police* » et « *les mesures, y compris celles qui peuvent être privatives de liberté, sur les fichiers S liés à des activités djihadistes* ». Cette loi va permettre d'en finir avec l'état d'urgence : elle reprend les principales dispositions de celui-ci, les transformant en dispositions permanentes ; l'abandon de l'état d'urgence, c'est sa pérennisation. Et par conséquent, le djihadisme sera remplacé par autre chose, déjà des gauchistes ont été interdits de manifestations, parce que le préfet en a décidé ! En quoi cela se distingue-t-il de Le Pen, alors que c'est ce que réclame le FN depuis trois ans ? Et les socialistes ont largement pavé la route, comme toujours.

Il y a aussi des éléments, certes secondaires, mais révélateurs : l'extrême-droite française n'a jamais digéré la Révolution française, pas celle de 1789, mais celle de 1792-1794 qui en finit avec l'Ancien Régime radicalement. Or Macron, le jour de son élection devant le Louvre, c'est justement le rappel de la continuité avec l'Ancien Régime, dans une mise en scène visant à le présenter comme le chef providentiel, mais avec des références avec la présidence des États-Unis (c'est plus moderne), ce que confirme le discours devant le Congrès à Versailles et son projet de réforme constitutionnelle. Or après le rappel de l'Ancien Régime, se produire deux fois à Versailles (d'abord avec Poutine, ensuite avant que le gouvernement soit présenté au Parlement) n'est pas innocent. Ce n'est pas un problème personnel. C'est la volonté affirmée de s'inscrire dans la continuité d'une prétendue histoire de l'État et de la France, qui nie la lutte des classes et la réalité de classe concrète de l'État et de ses formes pour revendiquer l'héritage de l'Ancien Régime. Et la référence aux États-Unis doit être bien comprise, car Macron a fait Sciences Politiques. Il s'adresse au Congrès. Tous les observateurs comparent avec le discours sur l'état de l'Union. Oui, mais à condition de se rappeler qu'en fait le modèle, c'est le discours du Trône en Angleterre (aujourd'hui c'est

plus formel, mais quand même), parce que la classe dominante aux USA a hésité longtemps entre monarchie et république pour savoir quelle forme serait la meilleure pour assurer sa domination. Macron, et c'est ce qui le relie à l'extrême-droite, comme De Gaulle en 1958, c'est la personnalisation du pouvoir (d'où la référence à la monarchie, à Jupiter) pour permettre la mise en place « rapide », « efficace » de la politique de la bourgeoisie monopoliste, ce qui signifie sans discussions, sans débats et sans compromis.

Politiquement, cela se traduit par le fait que Macron a pris le contrôle direct des services secrets en liaison avec la question du terrorisme, et donc aussi de la police. Vous voyez des différences avec le Front National ? C'est la même chose avec la remontée, une première, des Champs Élysées dans une auto-mitrailleuse avec les militaires, avec la double signification, réaffirmation de la politique belliciste de l'impérialisme français (confirmée par le voyage au Mali et le discours aux militaires sur le rôle civilisateur de l'armée française depuis 200 ans), mais aussi avertissement qu'il pourrait utiliser l'armée en politique intérieure (C'est l'avantage de la donnée terroriste, le « *nous sommes en guerre* » de Hollande, l'armée peut ouvertement être utilisée pour le maintien de l'ordre bourgeois. Et que l'on ne nous parle pas de fantasmes : entre vigi-pirate et l'état d'urgence, on a habitué les Français à voir les militaires patrouiller dans les rues et les lieux publics en battle-dress armée jusqu'aux dents !).

Il y aussi l'appel de Brigitte Macron aux prêtres, pasteurs, rabbins et imams pour qu'ils prient pour la réussite du président ! Pour le coup, dans un pays où la question de la laïcité a toujours été une question clivante à l'intérieur des forces bourgeoises, cette dame, ayant fait toute sa carrière dans des établissements chics de l'enseignement privé, met les pieds dans le plat !

Quand on parle de l'extrême-droite, on y associe le nationalisme. C'est d'ailleurs un des éléments de stigmatisation, à juste titre, du Front National. Le problème, c'est que le nationalisme, comme le reste, n'a pas toujours la même forme. Cela dépend des besoins idéologiques de la bourgeoisie. Si l'on observe la campagne électorale de Macron et ces dernières semaines, justement ce qui frappe, derrière les discours creux sur l'ouverture, sur le refus du repliement sur soi... ou sur la glorification de l'Union Européenne, c'est bel et bien l'émergence, dans le comportement comme dans le discours, d'une thématique nationaliste et agressive. L'utilisation à outrance du tricolore, des « Vive la France » hors de propos, les Marseillaises la main sur le cœur et les yeux chavirés dans les meetings de Macron en témoigne. Il y avait le drapeau de Marie (UE) aussi. Mais cela n'atténue pas ce que nous disons sauf à considérer que Macron serait l'agent de Bruxelles et de Merkel. Car en fait, et cela est confirmé par le discours devant le congrès, c'est la volonté exprimée que la bourgeoisie française joue le premier rôle dans l'UE ! Le discours de Versailles est traversé par un chauvinisme débridé pour exalter les prétentions de l'impérialisme français. Macron, c'est le représentant de la bourgeoisie française, de l'oligarchie financière française ! Il ne faut pas s'y tromper, l'Union européenne, il la considère « comme nous » : un instrument aux mains des monopoles pour accroître l'exploitation de la classe ouvrière par sa propre bourgeoisie, pour renforcer la défense du capitalisme et tenter de gérer la concurrence entre les groupes monopolistes rivaux ! Et donc le nationalisme, ici, vise à rassembler la classe ouvrière et le peuple de France derrière sa bourgeoisie pour la soutenir face à ses concurrents et alliés ! Car le nationalisme n'est qu'une idéologie qui vise à mobiliser la

population sur les objectifs de la classe dominante, dans la concurrence internationale pour le partage du monde, en niant la lutte des classes. Et là encore, Macron, dans son discours, est bien dans la posture de l'extrême-droite : dans toutes ses interventions, il met l'accent sur la nécessité de mettre fin aux divisions artificielles comme la division en classes, la lutte des classes à laquelle il faudrait mettre fin pour se rassembler derrière « l'intérêt de la France » en « rejetant les extrémismes » ! Mais ce discours, dans un autre contexte, est le même que celui de Horvath en Hongrie ou des dirigeants baltes et polonais : « *Contre les extrémismes* », mais en fait à chaque fois, il y a une fausse fenêtre (chez nous Le Pen, chez les autres, les nazis pendant la seconde guerre mondiale) pour la symétrie, car ceux qui sont visés, ce sont les travailleurs et ceux qui les défendent, les révolutionnaires. Chez Macron, ça commence à Mélenchon !

Il reste à examiner la question de la xénophobie et du racisme, qui nous a été posée tout au long de la campagne des présidentielles et des législatives. « *Vous ne pouvez pas dire que Macron et Le Pen disent la même chose ! Et donc il faut empêcher l'élection de Le Pen !* » C'est d'ailleurs le seul argument du PCF et des dirigeants de la CGT. La première chose à dire, c'est que si l'on doit caractériser le positionnement d'un parti ou d'une personnalité, on ne peut se concentrer sur un seul point de son programme. Sinon, certaines propositions de Marine Le Pen suffiraient à la situer « à gauche » ! Autant le nationalisme est une caractéristique de l'extrême-droite, autant la xénophobie et le racisme, quand la guerre n'est pas à l'ordre du jour immédiat, peut ne pas être une caractéristique essentielle, même si ce n'est jamais loin de par la nature même du nationalisme et du chauvinisme. Mais une fois que l'on a dit cela, on n'a pas épuisé le sujet ! Sur cette question aussi, les arbres ne doivent pas cacher la forêt. Marine Le Pen mène une campagne infâme contre les musulmans en prétendant qu'elle s'en prend aux intégristes, contre les travailleurs immigrés qui fuient la misère dans laquelle le retour du capitalisme, dont elle se réjouit, les a plongés dans les ex-pays socialistes, et contre les immigrants qui viennent d'Afrique et d'Asie, et qui tentent de rejoindre notre pays ; elle participe donc des campagnes visant à diviser les travailleurs et faire porter le chapeau des maux du capitalisme à une partie des victimes de l'exploitation et de l'oppression. Il faut combattre sans complaisance et sur des bases de classe, pas sur le pathos dame patronnesse, ces campagnes idéologiques.

Le Pen propose de fermer les frontières françaises, de renvoyer ceux qui sont en situation irrégulière, et assimile l'immigration à l'insécurité, etc. Mais heureusement le FN n'a jamais exercé le pouvoir, il débite un discours mais ne porte pas la responsabilité de ce qui se passe. Mais Macron ? Avant tout, il nous faut rappeler que ce monsieur a participé aux gouvernements, directement ou indirectement, du quinquennat Hollande, et qu'il est un soutien fidèle de l'Union Européenne. Dès lors, on peut, lui, le juger sur des politiques mises en œuvre, pas seulement sur des intentions malsaines ! L'a-t-on entendu protester contre la manière dont les migrants étaient accueillis dans notre pays ? Non. Protester contre l'envoi de la police par Valls et ses propos sur les musulmans et musulmanes, le burkini, contre les Roms ? Non, pourtant, de ce point de vue, il faut être un fin analyste pour faire la différence avec Le Pen ! S'est-il manifesté contre la tentative de remettre en cause la nationalité des condamnés d'origine étrangère par le quinquennat social-démocrate, alors même que finalement le projet a été retiré ? Non, pourtant, c'était soutenu par le FN, pas seulement par Valls ! Mais ce n'est pas fini. Dans son discours devant la chambre,

Édouard Philippe, après avoir fait quelques tours de passe-passe, ne vient-il pas de nous dire qu'il fallait faire le tri entre les migrants car il n'est pas question de « subir » ? Ce qui est la position de Macron. Bien sûr qu'il est nécessaire d'avoir une politique. Ce n'est pas là le problème : il est dans le fait qu'il s'agit de gérer un apport de main d'œuvre bon marché pour le profit des monopoles et non de s'attaquer réellement aux causes des migrations : le capitalisme et ses politiques. Au contraire. D'autre part, le soi-disant dilemme « fermeture ou ouverture » est très relatif : l'une veut fermer « nos » frontières – françaises - à tout immigré, l'autre veut fermer « nos » frontières européennes, en clair aux Africains et aux Asiatiques. Il approuve et est donc partie prenante de la politique de l'UE qui les refoule en Méditerranée, provoquant des milliers de noyés. Et pas seulement : l'UE a décidé en février dernier de livrer les rescapés à la Libye : ce pays aux mains des criminels de Al Qaïda, de Daesh, de bandits de toutes sortes, grâce à l'agression de la France et de l'OTAN pour renverser et assassiner Kadhafi avec le soutien de Macron comme d'Édouard Philippe, et pour le brut libyen à 10 dollars le baril au marché noir ! Ce pays livré au chaos, où l'ONU dénonce le pillage, la détention, le racket, la torture, le viol, dont y sont victimes les migrants ! Vous avez entendu Macron dire qu'il condamnait ? Non, il veut faire appliquer la décision. Et quand l'Italie demande de l'aide, il fait répondre qu'il n'en est pas question ! Alors nous ne lui saurons pas gré du fait qu'il se prononce pour accueillir quelques migrants fuyant la guerre et les persécutions : il est l'homme de l'impérialisme français qui fait la guerre en Afghanistan, qui participe à la coalition américaine en Irak, qui a plongé la Syrie dans la guerre et le terrorisme et se déclare prêt à profiter de toutes provocations pour intensifier l'agression militaire.

Voilà pourquoi nous considérons qu'Emmanuel Macron est bel et bien une autre facette de l'extrême-droite : non pas celle instrumentalisée par la bourgeoisie pour servir de faire valoir aux courants politiques de gestion des affaires du capitalisme, mais celle dont elle a besoin aujourd'hui pour remodeler le cadre politique largement rejeté par la population et recomposer le champ politique sous son contrôle exclusif, et ce au-delà même des questions politiques que nous avons évoquées en commençant, car quelles que soit les options des fractions de la bourgeoisie qui se sont affrontées, en dernière analyse, la politique que propose Macron peut permettre de faire passer en force des mesures que toute la bourgeoisie souhaite.

De ce point de vue, la bourgeoisie a remporté un succès : LRM, que nous avons rebaptisé « La Réaction en Marche », a en apparence renouvelé le personnel et l'offre (c'est l'économie de marché) politique. De fait, avec 43% des exprimés, Macron est mieux élu qu'Hollande, Sarkozy et Chirac en 1995 ! Les dirigeants du PCF et du mouvement syndical portent d'ailleurs une responsabilité, car l'intérêt des travailleurs et des couches populaires, c'était que le pouvoir soit le plus faible possible. La bourgeoisie a obtenu un consensus relatif (qu'elle tente de consolider avec l'opération Simone Veil au Panthéon, avec son mari qui fut pendant 7 ans le collègue du vichyste René Bousquet au Conseil d'administration d'UTA...) avec la politique sauvage qu'elle veut voir appliquer. Et les premières annonces sont claires sur ce qui attend les masses populaires. Un autre élément est à prendre en compte : LRM est présenté comme centriste, alors que sa plate-forme politique est très à droite (pour l'instant, on ne peut pas complètement réduire ce parti au profil politique de son chef). Or l'on voit bien aussi chez Les

Républicains une poussée vers l'extrême-droite en rapport avec les divergences déjà évoquées qui divisent la bourgeoisie. Marine Le Pen veut transformer le FN en alternative crédible pour la bourgeoisie, comme c'est le cas pour toute une série de partis de ce type en Europe (ex MSI en Italie ...). Marion Maréchal-Le Pen, comme G. Collard et comme Mme Ménard, appelle de ses vœux un rapprochement avec la Droite des Républicains, souhaitant en finir avec le camouflage social. En effet, rien ne les sépare vraiment, y compris idéologiquement. La recomposition devrait permettre une redistribution des cartes de la réaction. Ce d'autant que l'élection d'Éric Woerth (contrairement à Ciotti la veille) comme président de la Commission des Finances, montre que les ruptures chez les Républicains pourraient ne pas être terminées ! La bourgeoisie monopoliste met l'accent sur le « À droite toute » ! Avec l'intégration du PS dans LRM, va être tentée la constitution d'un Parti Démocrate à l'américaine (projet que caressaient Hollande et Valls, le PD italien et Obama) qui effacerait toute référence à l'histoire du mouvement ouvrier, même réformiste, et permettrait un contrôle plus étroit des secteurs de l'aristocratie ouvrière comme des nouvelles composantes de la classe ouvrière.

Cela dit, cette victoire est relative, et a des aspects de victoire à la Pyrrhus. D'abord parce qu'il est évident que le programme de Macron n'a pas le soutien dont il a besoin ; ses 43% ne constituent pas l'adhésion à son programme. Même une partie de l'électorat de Fillon est réticent. Pendant la campagne des législatives, des électeurs et militants Républicains affichés sont venus me dire leur inquiétude sur le projet de loi travail, les ordonnances, l'augmentation de la CSG etc. ! Les élections législatives le montrent : les taux de l'abstention et des votes blancs et nuls sont historiques, jamais depuis 1848 ils n'ont atteint un tel niveau, et de très loin, pas même sous Napoléon III, ou au moment de Boulanger ! C'est la caractéristique d'ailleurs de celles-ci. Il y en a une autre : le deuxième tour ne confirme pas le premier : le système électoral est anti-démocratique, les milieux populaires se sont abstenus de choisir (quelle que soit la forme de ce refus) ; il n'empêche que les rares candidats du PCF font des scores inattendus qui lui sauvent la mise, au plan parlementaire tout du moins, les candidats de France Insoumise aussi (l'élection de Ruffin dans la Somme était inattendue par exemple). Le PS fait mieux que prévu, mais certains des élus rejoindront Macron. Mais ce qui nous importe ici, c'est le fait que le tsunami Macron/LRM annoncé en sièges a manqué d'eau ! Les sondages montrent une majorité pour la proportionnelle intégrale pour la première fois. La réponse du gouvernement, un énième tripatouillage électoral, ne satisfera pas cette exigence. Et les institutions de la bourgeoisie sortent de cette période électorale fortement discréditées.

Mais il y a plus : c'est le succès de la manifestation du Front Social le 8 mai, au lendemain du second tour des présidentielles, avec la présence de plusieurs milliers de personnes. Même si ce Front Social nécessite d'y regarder à deux fois, cela traduit une certaine radicalisation dans la CGT, une exigence plus forte d'un syndicalisme de classe pour affronter la bourgeoisie monopoliste. Partout monte l'exigence que le mouvement syndical engage l'action contre les ordonnances et la loi travail, contre la réforme des retraites etc., sans attendre. La lettre de la direction confédérale CGT aux organisations est obligée de prendre en compte cette exigence, même si c'est pour noyer le poisson. Il faut préparer la journée annoncée du 12 septembre sans tarder, en exigeant une grève générale pour ce jour-là et que ce soit préparé par des actions multiformes incluant des grèves par secteurs et régions, et nous

devons apporter les explications et perspectives politiques qui sont les nôtres. IC doit y aider pendant les vacances. Nous devons avoir comme perspective, relativement à court terme, que se construise un front social rassemblant derrière la classe ouvrière les couches sociales victimes des monopoles, la jeunesse, les femmes des milieux populaires, etc., et cela ne se construira que dans la lutte contre la politique du gouvernement Macron/Philippe, parallèlement à la lutte pour l'unité des communistes dans l'action et à notre renforcement et implantation.

Dans des conditions qui seront définies dans les jours qui viennent, nous serons à la Fête de l'Huma, pour engager le débat et diffuser nos positions, pour faire des abonnements et pour faire adhérer à notre parti. Il nous faut mobiliser les militants du Parti pour réussir notre présence quelle qu'en soit la forme. On ne peut laisser les travailleurs désemparés, sans représentation politique, aux mains des agents de la bourgeoisie que sont les dirigeants liquidateurs du PCF, pas plus qu'on ne peut laisser le terrain aux courants opportunistes dans le mouvement communiste de France si l'on veut que se reconstruise un Parti communiste digne de ce nom.

Le gouvernement mis en place avec Édouard Philippe va plus ou moins rapidement se heurter à la réalité : la politique dont il est porteur est contradictoire avec les intérêts du prolétariat et de l'ensemble des couches populaires. Mais il est aussi confronté aux divergences de la classe dominante : les déclarations contradictoires (même si ce ne sont que des déclarations) de Macron depuis son arrivée à l'Élysée sont significatives des débats traversant la bourgeoisie sur l'Europe, sur la Syrie, sur le rapport avec l'administration Trump, avec l'impérialisme allemand et Merkel, voire avec la Russie. L'homme de la banque Rothschild est bien ancré sur les fondamentaux, comme on dit aujourd'hui, et souple sur tout le reste. Mais son gouvernement est bien un gouvernement réactionnaire. Passons sur le fait que les trois premiers LR recrutés ont été parmi les opposants actifs à la loi sur « le mariage pour tous » sur les positions du cléricisme. Le ralliement quasi officiel des Juppéistes donne le ton et les ex-socialistes sont amenés (comme les partisans de Déat dans les années 30-40, mais aussi ceux ralliés à De Gaulle en 1958 ou Éric Besson sous Sarkozy) à être de plus en plus réactionnaires !

C'est en particulier à nous, mais pas seulement, aussi à tout le MCF (malgré ce qui nous divise et en particulier malgré les positions des uns et des autres dans la dernière période), à aider la classe ouvrière à s'organiser pour affronter l'offensive des monopoles qui, sachant le caractère incertain du rapport des forces, veulent aller vite avant que la classe ouvrière ne soit prête ! Nous avons commencé avec notre participation, même insuffisante, à la campagne des présidentielles, en particulier par la diffusion de nos tracts et de la brochure « *Voter Mélenchon, c'est voter pour le réformisme !* ». Il faut continuer à la diffuser. Mais je voudrais m'arrêter quelques minutes sur notre bataille des législatives. Tout d'abord parce que notre tract national a reçu un bon accueil là où il a été distribué. Ensuite parce que pour la première fois, nous y avons présenté des candidats.

Certains camarades dans le parti et hors de celui-ci se sont interrogés pour savoir si ça valait la peine. Je crois que c'est mal poser la question. La vraie question, c'est de savoir si le niveau du travail et de la mobilisation pour aller aux masses là où il n'y avait pas de candidat a été le même ou plus important que là où nous nous présentions. Si nous y avons eu autant de contacts et appris autant. Si les moyens différents pour approcher les masses, quand on

présente des candidats, donnent des possibilités plus grandes pour nous faire connaître et pour diffuser notre programme politique. Le reste est sans importance, en particulier le nombre de voix dans les conditions où nous les présentons : dans l'Aude, nous n'avions qu'un quart des bulletins et donc des secteurs entiers ne pouvaient voter pour notre candidat, de même que les camarades n'ont pas pu coller sur tous les panneaux. Nos professions de foi n'ont pas été envoyées par la poste, elles étaient uniquement sur Internet. Dans les Hauts de Seine, nous avons choisi la circonscription où deux communes sur 4 votaient par machine, mais nous n'y avons jamais fait de travail politique ; les secteurs bourgeois y sont très puissants, et nous avons ciblé les quartiers populaires uniquement. Donc notre nombre de voix est à l'image de tout cela. Sur le 92, nous voyons que nos voix viennent principalement des quartiers prolétariens et un peu des couches intellectuelles. A Châtenay-Malabry, où le candidat était inconnu, le pourcentage est le plus haut de la circonscription uniquement grâce au quartier de la Butte Rouge, qui est en même temps celui qui s'est le plus abstenu. Il en est de même dans l'Aude, où nos camarades ont eu la surprise, en traversant une cité prolétarienne, d'être interpellés et d'apprendre que la fille de la maison voterait pour le parti, et qu'elle faisait sa propagande. Ils ont organisé des rencontres avec les travailleurs et la population. Il ne s'agit pas d'être satisfait, mais le travail fait est loin d'être négligeable, car nous nous sommes fait connaître : la presse de l'Aude a rendu compte de notre candidature et de notre campagne. Dans les Hauts de Seine, nous avons eu des échanges intéressants, certains nous faisant savoir qu'ils avaient quitté le PCF pour sa politique réformiste et qu'ils nous encourageaient. Un travailleur de la RATP, ex PCF, nous a dit qu'il regarderait notre site et qu'il était intéressé. De plus, j'ai appris que l'on avait parlé de notre candidature sur France Inter à l'émission qui a remplacé celle de Mermet, avec des extraits d'un discours que j'avais prononcé ! Bref, il est clair que même si c'est insuffisant, le travail qui a été fait l'a été dans le cadre de notre candidature, partout ailleurs nous ne pouvons pas dire que nous avons mené campagne, même si on a distribué les tracts nationaux. Il faut retenir cette leçon. Mais pour pouvoir aller plus, loin la prochaine fois, il nous faut renforcer notre parti en adhérents. Au prochain CC, nous aurons une discussion sur le bilan du Parti depuis sa fondation et sur les tâches organisationnelles qui sont les nôtres. Il faut passer, c'est sûr, à une étape supérieure.

### **Préparer et participer partout au 100<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917**

Dans le cadre des batailles de classe qui vont avoir lieu dans les semaines et mois qui viennent, nous devons préparer la célébration du 100<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre ; d'ores et déjà, nous avons l'accord des camarades de l'Association Nationale des Communistes et du RCC pour participer aux initiatives ensemble : nous participerons à l'initiative du Cercle Barbusse le 2 décembre dans le Nord ; je suis invité le 18 novembre à l'initiative de l'ANC au théâtre de Jolie Môme pour intervenir sur Lénine et la démocratie. Les camarades n'invitent pas les organisations en tant que telles, mais des camarades communistes de « sensibilités différentes ». Nous devons y aller avec notre matériel pour nous faire connaître et discuter avec les participants. Ils auront une initiative à Marseille, il faut aussi y aller. Une seule chose peut nous empêcher de participer à une initiative : la présence de l'ambassade de Russie ou de ses représentants en tant que tels. Ils veulent pêcher en eaux troubles, et

nous mettons en garde le MCF contre l'erreur qui consisterait à tomber dans le piège. Cela équivaudrait à cautionner la Contre-Révolution.

Pour notre part, nous allons appeler à une manifestation le 7 novembre à Paris devant la maison où séjourna Lénine à Paris rue Marie-Rose. C'est notre fédération Ile de France qui l'organisera ; nous allons proposer au MCF d'y participer. Ceux qui viendront prendront la parole. Dans la rencontre avec le KKE que nous avons eue à Bruxelles, nous en avons parlé et cela intéresse nos camarades. Il nous faut finaliser maintenant. Nous allons proposer à nos camarades du PADS d'y participer. Il faut bien comprendre que ce n'est pas une commémoration d'un événement historique. C'est beaucoup plus. Tout au long de la campagne électorale, c'est venu, car c'est la question qui est dans la tête de tous ceux et celles qui s'interrogent sur l'avenir immédiat : La Révolution d'Octobre nous apprend-elle ou peut-elle nous apprendre pour nos luttes d'aujourd'hui et quels enseignement en tirer ? Et c'est lié évidemment à la question de l'apport du socialisme réel à la lutte du prolétariat international. Mais il faut multiplier les initiatives. Pourquoi ne pas organiser des rencontres, même à trois ou quatre personnes, des débats, chez un camarade ou dans une arrière salle de café pour discuter de la Révolution d'Octobre ? Comme secrétaire général, je suis, avec les autres camarades du secrétariat, à la disposition des camarades pour venir animer la discussion.

A la question de l'actualité d'Octobre 17, nous répondons que cette Révolution a fait la démonstration suivante : seule la voie de l'affrontement avec la bourgeoisie, de la rupture avec le système de l'exploitation de l'homme par l'homme inhérent à la propriété privée des moyens de production et d'échange, pouvait permettre de rassembler derrière le prolétariat les masses pour briser la machine d'État bourgeois et instaurer le pouvoir du prolétariat par la révolution ouvrant la voie au socialisme-communisme ! Dans les formes qui sont celles du rapport des forces d'aujourd'hui, en fonction de la disposition des forces sociales en présence, c'est bien de cela qu'il s'agit ! Il n'y a pas d'alternative aux maux du capitalisme autre que renverser la bourgeoisie et son pouvoir, et construire le nouveau pouvoir du prolétariat qualitativement différent du précédent parce qu'exprimant le changement de dictature de classe : la dictature de la bourgeoisie avec son cortège d'exploitation, de misère, de vies gâchées et sacrifiées pour la valorisation du capital, de guerres, de pollutions menaçant la planète, faisant place à la dictature du prolétariat allant de la rétribution équitable du travail fourni grâce à la socialisation des moyens de production et d'échange et la planification, vers la satisfaction des besoins et la gestion rationnelle, économique et écologique de la nature par la société qui en aura fini avec la guerre.

A la question de la portée internationale de la Révolution d'Octobre, nous répondons : sur la base des contradictions engendrées par les conditions de la construction du socialisme au XX<sup>ème</sup> siècle, le socialisme, en URSS, en particulier par son poids et sa puissance, a montré sa capacité à affronter le sous-développement, à résoudre des maux séculaires comme la faim, l'analphabétisme, l'oppression nationale et les animosités qui en découlaient. Dans les conditions qui étaient les leurs, les plus difficiles qui soient, les communistes soviétiques et plus particulièrement sous la direction de Staline, ont entraîné les masses pour industrialiser le pays, modifié le rapport au travail avec le stakhanovisme, développé la culture et sa diffusion comme dans aucun autre pays,

contribué à la promotion de la femme comme sujet actif des transformations historiques, construit une agriculture moderne (sans pesticides, entre autres) et permis d'écraser le fascisme hitlérien au prix de la remise en cause de tout une partie du travail accompli, puis dirigé la reconstruction tout en affrontant la guerre froide. Il y a eu des erreurs ? Sûrement. Il y a eu des échecs ? C'est évident, entre autres à partir de 1956 se sont développées des conceptions petites bourgeoises qui ont conduit à la dégénérescence du parti, au développement de l'opportunisme et ont grippé les bases du socialisme, détachant les masses de celui-ci et conduisant à la victoire du révisionnisme et de la contre-révolution dans les années quatre-vingt. Mais entre-temps, le système colonial de l'impérialisme s'était effondré, le Vietnam avait vaincu l'impérialisme américain, Cuba s'était libéré, et la preuve était faite que l'on pouvait se passer des capitalistes ! Et dans le monde capitaliste, la classe ouvrière a pu conquérir des droits qui sont remis en cause justement aujourd'hui, parce que le socialisme n'existe plus comme système ! Qu'il faille faire un bilan critique, c'est une évidence, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain !

Si nous n'arrivons pas à faire comprendre cela à la classe ouvrière, en nous appuyant sur son expérience de la lutte des classes, il n'y aura pas d'avancée vers la révolution, la crise du capitalisme s'approfondira et l'alternative posée par Liebknecht, « *Socialisme ou Barbarie* », sera résolue par la victoire de la Barbarie.

Notre participation à la Fête de l'Huma sera axée sur notre bataille pour la commémoration du centenaire. L'objectif sera de faire des abonnements et des adhésions, et ce au moment où le PCF est en crise profonde et où, chez les travailleurs, les interrogations sont nombreuses. Que, durant la campagne électorale, certains nous aient confondus avec le PCF à cause des initiales PC, est révélateur de l'absence de ce parti et qu'il y a un vide politique : celui d'un parti révolutionnaire de notre temps.

Au travail pour le construire !